

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE

855 rue René Descartes
(siège social)
13100 Aix-en-Provence

Références : 20230502_RAP_InspTirs_CMSE_Aime_Géorisques.odt
Code AIOT : 0006101498

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE implanté Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne. L'inspection a été annoncée le 27/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection faisait suite à l'information transmise par mail par l'exploitant du dépassement du seuil de vibration de 10 mm/S au niveau du capteur C5 pour un tir de mines réalisé le 26/04/23 et défini dans la procédure d'alerte et d'intervention d'urgence V5 de mars 2023. Pour rappel, cette valeur de 10 mm/S vise la protection du massif rocheux et non la protection des riverains (valeur différente définie dans l'AP du 31/03/2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE
- Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne
- Code AIOT : 0006101498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE (ex-CMCA), filiale de la société COLAS, exploite à Aime-la-Plagne une carrière à ciel ouvert de calcaire sous couvert d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des tirs de mines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.10.2	/	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.10.6	/	Sans objet
3	Dispositions particulières relatives aux conditions de terrassement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.2	/	Sans objet
4	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 5.2.4	/	Sans objet
5	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 5.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier que l'ensemble des prescriptions réglementaires définies en lien avec les opérations de tirs de mines était respecté. Quelques points d'améliorations en termes de communication sur les actions réalisées ont été formulés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.10.2
Thème(s) : Situation administrative, Jours et horaires de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines se font en courant de matinée, après 9h00, pour limiter l'incidence de la fermeture de la RN 90 sur le trafic et permettre les interventions et les contrôles nécessaires en cas de chute de bloc à la réouverture de la circulation en toute sécurité.
Constats : La revue documentaire réalisée lors de la visite ainsi que les documents transmis par l'exploitant ont permis de faire le point sur les tirs réalisés entre le 19/04/23 et le 04/05/23. Les 9 tirs réalisés ont été faits entre 10h06 et 10h39 conformément à l'article 1.10.2 de l'AP du 31/03/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 1.10.6
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures spécifiques liées à la RN 90
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement de l'autorisation, une procédure d'alerte et d'intervention, intégrant les moyens mis à disposition par l'exploitant, est établie, en lien avec la DIR CE et les autorités, afin de pouvoir débloquent rapidement la RN 90 et la restituer au trafic, dans le cas d'un tir non maîtrisé.
Constats : Lors de la revue documentaire, l'exploitant nous a présenté la dernière version de la procédure d'alerte et d'intervention d'urgence. Il s'agit de la V5 datée de mars 2023. Ce document a été rédigé en concertation avec la DIR CE et les autorités compétentes et découle du Comité de Pilotage qui s'est réuni en sous-préfecture d'Albertville les 7/10/22 et 30/11/22.
Observations : La procédure d'alerte et d'intervention d'urgence définit les seuils mesurés au droit des capteurs d'auscultation fixés sur la masse rocheuse et automatisés en temps réel. Elle vise à intégrer les moyens qui seront mis à disposition par CMSE pour débloquent rapidement la RN90 et restituer le trafic dans le cadre d'un tir de mines non maîtrisé. Cette procédure définit également les itinéraires alternatifs pour les véhicules légers en cas de coupure non planifiée de la RN90. La procédure distingue 2 types de capteurs : les géophones qui mesurent les vibrations et les fissuromètres qui mesurent des mouvements. Ces capteurs sont paramétrés pour envoyer un SMS et un mail information des dépassements du seuil d'alerte défini dans la procédure. Pour les géophones, le seuil est défini à 10 mm/S. Pour rappel, cette valeur de 10 mm/S vise la protection du massif rocheux et non la protection des riverains (valeur différente définie dans l'AP du 31/03/2022). Pour les fissuromètres, le seuil d'alerte est fixé à 1 mm de variation. C'est dans le cadre de ce suivi que la société CMSE nous a informé ainsi que la DIR CE (et le CEREMA) d'un dépassement du seuil des 10 mm/S au niveau du capteur C5 lors du tir du 26/04/23 (valeur mesurée à 11 mm/S). En lien avec la procédure, la société CMSE a fait intervenir le bureau d'études ARIAS Montagne sous 24h afin de réaliser un contrôle des données enregistrées par les fissuromètres. Aucun mouvement particulier n'a été détecté. La poursuite des tirs a donc pu être confirmée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions particulières relatives aux conditions de terrassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 7.2
Thème(s) : Autre, Etapes 0 et 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ETAPE 0 : Les masses rocheuses C1 et C6 font l'objet d'un équipement d'appareillages de mesures destinés d'une part à suivre en temps réel l'évolution des joints rocheux qui marquent leur contour, et d'autre part, à mesurer l'impact des minages en termes de vitesses particulières ressenties sur la masse instrumentée. ETAPE 1 : La première étape consiste tout d'abord en la construction de deux merlons, le premier (M1) en bordure de la piste d'accès à la carrière et le deuxième en bordure de la RN 90 (M2). Ces

<p>deux merlons ont pour objectif de protéger la route nationale et l'accès à la carrière des chutes de pierres, de blocs et des éboulements rocheux en provenance des opérations d'extraction menées sur la parcelle 111.</p> <p>Des opérations de purges sont menées en amont de la position du merlon M1 préalablement à sa construction.</p> <p>Un dispositif renforcé d'écrans de protection est également mis en place en remplacement des écrans vieillissants actuels. Il s'agit de l'enchaînement des écrans EC1, EC2 et EC3 et de l'avaloir/défecteur de trajectoires AV1.</p> <p>Au niveau de la falaise, la masse C2 est bloquée en pied par un bouton en béton armé puis ancrée.</p>
<p>Constats : La visite d'inspection est conduite dans la période de réalisation des tirs de mines menés en lien avec l'étape 1 du phasage d'exploitation de l'éperon rocheux. Ces travaux sont conduits par la société CMSE après réalisation de l'étape 0 qui consistait à équiper les masses rocheuses d'appareillages de mesures destinés à suivre en temps réel l'évolution des joints rocheux qui marquent leur contour et à mesurer l'impact des minages en termes de vitesses particulières ressenties sur la masse instrumentée.</p> <p>Les constats effectués sur place ont montré que l'étape 0 avait bien été menée et que le suivi des masses rocheuses en lien avec l'impact des minages était effectif.</p> <p>La visite d'inspection a également permis de constater que le merlon M1 était en place et que les opérations menant à l'installation du merlon M2 en bordure de la RN 90 étaient en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau de pression acoustique de crête est le niveau de la valeur maximale de la pression acoustique instantanée mesurée avec la pondération fréquentielle C.</p> <p>Afin de limiter la gêne due aux tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié lors de chaque tir, avec comme objectif d'atteindre, lors des prochains tirs, si ce n'est pas le cas, dans les ZER, des valeurs de niveaux de pression inférieurs à 125 dB(L).</p>
<p>Constats : Lors de la revue documentaire, les résultats des mesures de niveau acoustique de crête ont été regardées. Les constats montrent que ce niveau de pression acoustique de crête est mesuré à chaque tir conformément à l'article 5.2.4 de l'AP du 31/03/22.</p> <p>Ces résultats démontrent que sur les tirs réalisés du 19/04/23 au 4/05/23 les niveaux de pression acoustique de crête étaient largement inférieurs au seuil de 125 dB(L) au niveau des ZER situées au hameau de Villette puisque pour chacun des tirs le seuil de déclenchement de l'appareil de mesure n'avait pas été atteint.</p> <p>Pour information, l'exploitant avait installé, sur 4 des 9 tirs, un appareil de mesure le long de la RN90 à proximité de la zone de Tir. Les niveaux de pression acoustiques de crête ont été mesurés à cet endroit et montrent un niveau égal à plus ou moins 125 dB(L).</p> <p>Ces mesures démontrent que l'impact des tirs, en termes de niveau acoustique de crête au niveau du hameau de Villette, reste à ce stade très limité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2022, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations (liées aux tirs de mines)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. À ce titre, l'exploitant définit des plans de tirs adaptés tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 2 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction pour ne pas créer de désordres dans les constructions.</p> <p>Il est toléré que sur 10 tirs de mines consécutifs, les vitesses particulières de 2 tirs au plus dépassent 2 mm/s sans excéder 2,5 mm/s.</p> <p>On entend par construction avoisinante, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.</p> <p>Chaque tir est enregistré et les résultats transmis à l'inspecteur des installations classées. Les résultats sont portés à la connaissance du maire d'Aime-La-Plagne par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant met en place un (ou plusieurs) appareil(s) de mesure des vibrations sur un (ou plusieurs) édifice(s) du hameau de Villette, choisi en accord avec la commune d'Aime-La-Plagne.</p>
Constats : Lors de la revue documentaire, les plans de tirs ont été vérifiés. Chacun des 9 tirs ciblés par la visite d'inspection a fait l'objet d'une mesure de vibrations. Sur les mesures réalisées aux 2 points localisés au niveau des habitations de Villette, les résultats montrent que ces tirs restent en dessous de la valeur seuil définie dans l'AP du 31/03/22 soit 2 mm/s (seuil de déclenchement non atteint).
Observations : D'après l'exploitant, pour chacun des tirs effectués, le maire délégué de Villette a été contacté afin de valider le positionnement des sismographes. La formalisation de cette demande devra pouvoir être mis à la disposition de l'inspection des installations classées conformément à l'article 5.3.2 de l'AP du 31/03/2022. <p>Il est demandé, pour plus de transparence, que les sismographes positionnés au niveau des habitations du hameau de Villette soient systématiquement photographiés et mis en annexe du rapport de mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet